

«Le monde paysan est divisé»

Paysan bourgeois à Attalens FR, Guillaume Savoy est aussi historien. Spécialiste des mouvements protestataires agricoles, il analyse pour nous les récentes manifestations.

Rassemblement nocturne de tracteurs, feux de solidarité, panneaux signalétiques retournés, envoi de lettres à l'Office fédéral de l'agriculture: le mouvement protestataire est-il devenu le mode d'action privilégié des paysans?

Guillaume Savoy: Ce phénomène n'a rien de nouveau – dans la Suisse moderne, la manifestation paysanne dans l'espace public existe sous différentes formes depuis le milieu du



«Les révoltes paysannes interviennent toujours dans des moments charnières de l'Histoire», dit l'historien et paysan bio Guillaume Savoy.

XX^{ème} siècle, et elle a régulièrement évolué. Avec l'émergence des réseaux sociaux, on assiste ces dernières années à une nouvelle expression de ces protestations, plus sporadiques et moins centralisées. Je n'ai pas pour autant l'impression que ces mouvements contestataires soient plus fréquents qu'auparavant. C'est cependant intéressant de constater qu'ils interviennent toujours dans des moments charnières de l'Histoire.

Justement, quels sont les points communs entre la révolte de l'hiver 2024, qui a vu le jour en Suisse suite aux mouvements protestataires agricoles des pays voisins, et ceux qui lui ont précédé dans l'Histoire?

Après la Seconde Guerre mondiale, les paysans, qui représentaient alors plus de 25 pour cent de la population, étaient considérés en Suisse comme un pilier nourricier. Mais, durant les Trente Glorieuses, on a assisté simultanément à un essor considérable de tous les secteurs économiques à l'exception de l'agriculture, qui a vu stagner les prix à la production. La restructuration du secteur, la mécanisation et la disparition massive des paysans ont alors provoqué un malaise immense, parce qu'existential, au sein de la population agricole. D'où des manifestations parfois violentes entre 1950 et 1980. Dans le cas présent, le covid et le confinement de 2020 ont démontré qu'un blocage généralisé de la société, une restriction des libertés ou une incertitude liée aux approvisionnements en denrées alimentaires n'étaient pas de l'ordre de la fiction. Les agriculteurs sont alors devenus de véritables «épiciers-vedettes», grâce notamment à la vente directe, avant de disparaître à nouveau des radars de la société avec le retour concomitant de l'inflation. Cette mise en lumière brutale et éphémère a permis à la profession de rethématiser la question des prix, des marges, de l'organisation des marchés, du déséquilibre entre producteurs et acheteurs, et au-delà de ça, celle de leur existence même.

Les revendications sont-elles comparables?

Dans les années soixante, elles ne s'adressaient qu'au Conseil fédéral, la fixation des prix à la production étant purement étatique. Aujourd'hui, le système est complètement explosé. Les règles relatives aux paiements directs sont imposées par l'État, mais ce sont l'industrie agroalimentaire et les grands distributeurs qui détiennent les clefs des relations acheteurs-vendeurs. D'où de multiples récriminations, difficiles à uniformiser pour les rendre audibles...

Les manifestations se sont essentiellement concentrées en Romandie – comment expliquer cette apparente absence d'unité nationale?

Elle n'est pas qu'apparente, et surtout, elle n'est pas que linguistique ou culturelle! Le monde paysan est divisé, c'est une évidence. Voilà une cinquantaine d'années que le métier s'est fortement individualisé. Le sentiment corporatiste a progressivement disparu, tout comme le tissu social et l'idée d'un bien commun. D'où la difficulté à faire corps autour d'un message unique et de revendications communes.

Le mouvement «Révolte agricole Suisse» a émergé en marge des instances paysannes traditionnelles. La défense professionnelle ne joue donc plus son rôle?

On assiste plutôt à l'émergence d'individus, de portes-voix qui ne sont pas issus du sérail traditionnel et qui portent un message nouveau. Avec la démocratisation de l'information et des réseaux sociaux, ils ont été extrêmement vite médiatisés. Mais on observe que dès qu'il s'agit de négocier sérieusement, c'est le duopôle institutionnel USP-OFAG, c'est-à-dire l'Union suisse des paysans et l'Office fédéral de l'agriculture, qui s'impose et demeure incontournable. Il manque un vrai débat, avec des visions alternatives et minoritaires, prêtes à faire bouger les lignes.

Manifestations paysannes – des paysans Bourgeon parlent

Toujours est-il que la révolte de 2024 a été immédiatement suivie de décisions politiques en faveur des manifestants. Les contestations portent donc systématiquement leurs fruits?

Au fil de l'Histoire, le Conseil fédéral a en effet régulièrement suivi les doléances des paysans via des adaptations, mais elles n'ont pas changé fondamentalement le cours des choses. Cette fois-encore, il s'agit pour l'instant de «mesurettes» suffisantes pour faire baisser la garde des manifestants, mais qui ne provoquent pas de remise en question des fondamentaux: Que vaut notre alimentation, qui supporte quels coûts? Le mouvement «Révolte agricole Suisse» soulève des questions qui dépassent largement les thématiques agricoles mais sont de véritables enjeux sociétaux, souvent ignorés par les décideurs. Il y a pourtant de toutes parts une attente profonde d'une réflexion approfondie sur le contrat entre l'agriculture et la société.

Les médias ont donné un écho positif à ces manifestations, alors que les mesures adoptées – diminution des contrôles, etc. – vont à l'encontre de ce que la société appelle de ses vœux. Comment expliquer ce phénomène?

Le message de détresse lancé par les manifestants était très émotionnel, donc immédiatement relayé et amplifié par les médias, qui n'ont cependant pas abordé jusqu'à maintenant les choses en profondeur: Le système actuel de paiements directs inhérent au modèle helvétique d'agriculture multifonctionnelle arrive en bout de course. La preuve, trente ans après son introduction, il ne fait presque que des mécontents. Il faudra certainement un débat ouvert, avec des avis divergents et l'intégration des questions liées à l'économie circulaire, aux enjeux climatiques, à la protection des frontières en matière alimentaire, etc., afin de redéfinir le contrat entre l'agriculture et la société!

Une organisation de producteurs comme Bio Suisse aurait-elle selon vous vocation à s'engager politiquement?

Évidemment! Bio Suisse a un message clair: Elle défend une agriculture rémunératrice et productive, qui prend en considération la protection du climat, l'écologie et les ressources naturelles. Ces valeurs et cette vision mériteraient d'être davantage relayées d'un point de vue politique.

Interview: Claire Berbain



Biographie

Titulaire d'un Master bilingue en Histoire contemporaine à l'Université de Fribourg, Guillaume Savoy, 34 ans, qui exploite le Domaine de Crévy, à Attalens FR, avec son épouse, est l'auteur de «Protester pour exister! – Les manifestations paysannes en Suisse 1954, 1961, 1973» (Academic Press Fribourg), publié en 2021, qu'on peut lui commander en ligne

www.domainedecrevy.ch > Accueil > A propos >

Protester pour exister

→ contact@domainedecrevy.ch

Valérie Piccand, Les Reussilles BE



«Je me sens très partagée quant à ces manifestations. Il y a certes un problème de redistribution des marges au sein de la branche agroalimentaire, mais je ne suis pas sûre que se rassembler avec des gros tracteurs à la nuit tombée y change quoi que ce soit. À dire vrai, je me distance de la plupart des revendications émanant du mouvement «Révolte agricole Suisse». En ce qui concerne les contrôles, j'estime qu'ils sont nécessaires. Leur organisation pourrait certainement être améliorée, mais il n'en faut en tout cas pas moins, sinon, comment justifier les paiements directs qu'on reçoit? Quant à réclamer moins d'écologie, ce n'est ni la solution ni le cœur du problème. Au final, je trouve que c'est dommage que le message porté par «Révolte agricole Suisse», très médiatisé, soit si peu représentatif de la diversité des avis dans les campagnes.»

François Devenoge, Dizy VD



«J'ai pris part à certaines réunions organisées en marge des mouvements de protestation, et organisé un feu de solidarité au village en collaboration avec quelques collègues. Je suis d'avis qu'il faut se bouger pour changer radicalement de système. Protester et manifester de façon véhémement et impressionnante est une bonne solution pour alerter l'opinion publique. Je n'adhère cependant pas à la totalité des revendications émanant du mouvement «Révolte agricole Suisse». Mais je pense que démontrer une certaine union ne peut qu'aider la profession.»

Kilian Baumann, Suberg BE



«En réclamant de meilleurs prix à la production, les protestataires ont mis les transformateurs et les distributeurs face à leurs responsabilités, ce qui est une chose essentielle. Mais le mouvement contestataire a malheureusement pris par la suite une autre direction, en critiquant la protection du climat et de la

biodiversité. Et les soi-disant représentants des paysans au Parlement fédéral en ont profité pour poursuivre leur travail de sappe. Comme de nombreux paysans progressistes, je suis donc confronté à un dilemme. Il me tient à cœur d'attirer l'attention sur notre situation économique déplorable de l'agriculture, mais cela ne doit en aucun cas justifier des attaques contre l'agroécologie.»

Propos recueillis par Claire Berbain